

Trois questions à... Jean-Marc Bilquez, Secrétaire confédéral FO chargé de la protection sociale

«Nous rappellerons notre opposition aux politiques d'exonération de cotisations sociales.»

Article paru dans FO Hebdo n°3046

FO Hebdo: Quelles sont les observations de FO sur le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013?

Jean-Marc Bilquez: Nous marquons notre opposition au nouveau prélèvement sur les retraites de 0,15% puis 0,30% pour financer la dépendance. Ce sujet requiert un débat de fond et non des mesures à l'emporte-pièce. Nous avons en revanche accueilli avec satisfaction les propositions d'économies pour la branche maladie, qui ne stigmatisent pas l'assuré ou le malade. Concernant l'hôpital, l'Objectif national de dépenses fixé à 2,7% va compliquer encore plus la situation financière plus que tendue des établissements. Ces éléments expliquent que les administrateurs FO aient choisi de s'abstenir lors de la consultation pour avis des caisses de Sécurité sociale sur le PLFSS 2013.

FOH: Ce PLFSS 2013 a été élaboré à la veille de l'ouverture des débats sur le financement de la protection sociale. Quelles positions FO défendra-t-elle?

J.-M. B.: Nous rappellerons notre opposition aux politiques d'exonération de cotisations sociales et à la fiscalisation des financements. Nous souhaitons une véritable évaluation de toutes les exonérations de cotisations, dont bon nombre ne sont que des effets d'aubaine et dont l'effet positif sur l'emploi n'a jamais été démontré. Nous demandons que la part non compensée par l'État des exonérations le soit enfin, ou que l'État limite ses exonérations au montant qu'il est en mesure de compenser.

FOH: Quel financement pour la Sécurité sociale?

J.-M. B.: La cotisation sociale doit rester prépondérante dans le financement de la Sécurité sociale. Il convient d'avoir une réflexion large et globale pour déterminer la part des prestations inhérente à la solidarité salariale, donc à la cotisation, et celle qui relève de la solidarité nationale, donc de l'impôt. Concernant la branche famille, nous sommes fermement opposés au transfert évoqué de la cotisation employeur vers la CSG, qui est essentiellement payée par les salariés et retraités. Quant aux retraites, nous estimons que le régime par répartition n'a pas besoin d'un big bang mais de l'affectation de ressources nouvelles. La loi de 2010 n'a pas résolu le problème du déficit.

Activité syndicale du 12/10/2012